

Intervention sur l'Union pour la Méditerranée à l'université d'été du PGE
Christine Mendelsohn, jeudi 23 juillet 2009

I – Histoire d'un partenariat raté

Ce qui se joue entre l'Europe et la Méditerranée, c'est-à-dire entre l'Europe et une partie du monde arabe, c'est soit le choc des civilisations entre ces deux ensembles, soit un engagement volontariste de dialogue, de coopération, et de paix.

Le partenariat euro méditerranéen démarré en 1995 à Barcelone avait comme 1^e objectif, la paix et la stabilité, 2^e objectif, la prospérité partagée avec l'équilibre des économies entre le nord et le Sud pour 2010 par la suppression des barrières douanières et le 3^e objectif est la maîtrise des migrations avec la demande des pays du Nord aux pays du Sud de la contrôler.

Le partenariat que l'UE impose au pays du Sud de la Méditerranée se fait dans la logique des traités Européens (traité constitutionnel, comme traité de Lisbonne) qui se donne pour objectif «d' encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international ». C'est-à-dire, un coup d'accélérateur des accords de l'OMC pour la libéralisation, appauvrissant les peuples pour le profit des entreprises transnationales européennes qui veulent faire concurrence à celles des Etats Unies et de la Chine. Et dans le vocabulaire des chefs d'Etat, les intérêts financiers des grandes entreprises sont confondus avec les intérêts des peuples.

En 2000 le bilan des 5 ans du partenariat fait par les forces progressistes de toute la Méditerranée, réunies à Marseille, dénonce un partenariat imposé par l'Europe au Maghreb, du style néocolonial dans un rapport dominant dominé, pour la création d'une zone de libre-échange qui détruit leurs économies locales, augmente la pauvreté et les intégrismes, mettant la population, et en particulier les femmes, dans des conditions de vie inacceptables.

Le partenariat n'est pas opérant sur la paix au Proche-Orient, il est accommodant sur la démocratie, et il est exigeant et opérationnel sur la politique de migration.

Le 11 septembre 2001, il y a l'attaque des extrémistes islamiques contre les plus hautes tours de New York. Puis, il y a occupation américano-britannique de l'Irak et celle de l'Otan en Afghanistan.

C'est le choc des civilisations qui prime entre les blocs.

En 2005, à la réunion du bilan de 10 ans de partenariat euro méditerranéen, les chefs d'Etats du Sud de la Méditerranée étaient absents : Seul ceux du Nord étaient présents pour constater que l'écart existant était le plus fort du monde entre deux régions contiguës et s'est aggravé pendant le processus libéral d'Euro méditerranée.

L'absence des chefs d'Etats du Sud, au pouvoir politique répressif qui ne s'encombrent pas des conséquences sur la population, est surtout voulue pour montrer leur mécontentement du fait que l'UE se détourne de la Méditerranée et envoie ses aides financières vers les pays d'Europe centrale . 2004 est l'entrée des pays de l'Est dans l'union européenne et la politique de voisinage est mise en place avec ceux qui restent à l'extérieur, comme l'Ukraine.

Le partenariat euro méditerranéen est arrêté : c'est un échec.

Et l'absence de l'Europe en Méditerranée est une accentuation de la présence des USA, présidé par Bush, dans cette région du monde.

La guerre Israélienne contre le Liban en 2006 était une étape dans la guerre qu'ils veulent lancer contre l'Iran.

Les Etats-Unis mettent en place eux aussi, une zone de libre-échange avec cette région méditerranéenne : « Eisenstat initiative » avec 7 milliards de dollars. (10x plus que l'UE)

Les pays arabes ont compris que c'est avec le partenaire américain qu'il faut traiter : ils savent lui obéir, s'opposer à lui ou essayer de le manœuvrer.

La Chine fait du commerce sans condition, ce qui fait dire aux hommes d'affaires du Sud de la Méditerranée qu'ils sont respectueux de la notion de coopération.

La place de l'Europe dans cette région du monde est menacée.

En 2007 : Sarkozy devenu président de la France lance son projet d'Union méditerranéenne avec les seuls pays méditerranéens de l'Union européenne. Mais Angela Merkel, qui se sent un intérêt soudain pour la Méditerranéen, modifie les plans de Sarkozy et tous les pays de l'UE sont inclus dans le partenariat.

Juillet 2008 : Sarkozy, président de l'union européenne inaugure à Paris l'Union pour la Méditerranée, le nouveau partenariat : 43 chefs d'Etat présents et la ligue arabe.

Le succès de l'inauguration vient du fait que les demandes des chefs d'Etats sont satisfaites : partage officiel des responsabilités, bien que le siège qui devait être au Sud est finalement au Nord à Barcelone, pas de demande d'appliquer les résolutions internationales sur les conflits en cours, pas un mot sur les droits humains. Ce partenariat est une régression : il est juste un processus local pour faire rentrer les pays du Sud dans l' « économie mondiale » avec des financements privés.

Seul point intéressant : Un plan d'initiative pour enclencher une dynamique. La gestion de l'eau, la dépollution de la Méditerranée, l'accès à un plan d'énergie solaire, une université euro méditerranéenne et un plan d'appui aux petites et moyennes entreprises.

Rien sur l'application des résolutions internationales : sur le référendum au Sahara occidental, la création d'un Etat palestinien sur les frontières de 67, la réunification de l'île de Chypre, la reconnaissance des droits du peuple Kurde.

Financement : les fonds structureaux européens (600 millions d'€), les fonds souverains des pays du golf et des institutions financières privées. Mais ceci a été décidé 2 mois avant la crise financière.

Décembre 2008 les chefs d'Etat de l'Union européenne donnent un statut préférentiel à Israël dans l'Union européenne contre l'avis du Parlement européen. Janvier 2009 Israël, avant la fin du mandat de Bush, bombarde les palestiniens de Gaza . L'UE ne bouge pas pendant que les USA empêchent le conseil de sécurité de l'ONU de voter le cessez le feu.

Seuls les députés de la gauche unitaire au Parlement européen se sont mobilisés et cherchent maintenant à sanctionner Israël en suspendant les accords d'association Union européenne-Israël.

Les pays arabes ne veulent plus s'assoier à la même table que les chefs de guerre israéliens et ceux de l'Europe qui les ont laissé faire.

Le processus entre l'UE et le sud de la Méditerranée est donc, aujourd'hui, de nouveau en panne.

II - Quelles sont les conséquences des politiques de concurrence, mises en place par les chefs d'Etats sur les populations du Sud ?

Les luttes syndicales

Un syndicaliste tunisien nous a expliqué que le partenariat euroméditerranéen a participé à l'accélération d'une économie libérale dans son pays. Et ceci c'est fait en même temps qu'une baisse de la vie démocratique.

Les délocalisations des entreprises du nord vers le Sud créent des emplois précaires, la baisse de leur pouvoir d'achat, le chantage à l'interdiction des syndicats (exemple l'usine de sous-vêtement sexy français la semaine dernière en Tunisie).

Les révoltes populaires sont nombreuses au Maroc, en Tunisie et en Algérie.

Les mouvements altermondialistes

Le Forum social méditerranéen qui s'est tenu en 2005 à Barcelone a montré que les inégalités Nord-Sud ont des répercussions sur notre capacité à travailler ensemble.

Les militants européens ont accès à l'information, ils ont le droit de militer, de se déplacer, et ils ont les moyens financiers.

Les militants du Sud de la Méditerranée n'ont pas accès à toutes les informations, leur gouvernement ne leur laisse pas toujours le droit de militer, notre politique de visa les empêche de se déplacer et ils ont peu de moyens financiers.

Il n'y a plus eu de Forum social méditerranée malgré quelques tentatives des altermondialistes Espagnols et Français.

Les femmes

L'augmentation de la pauvreté et les intégrismes rend la condition de vie des femmes très difficile.

Au forum social méditerranéen, les femmes du Sud dénoncent leur double exploitation : celles des traditions patriarcales qui les affaiblissent et celles qui font qu'elles subissent donc, en première ligne, l'impact des politiques libérales.

Et lorsque nous allons en Palestine, avec l'arrivée du Hamas au pouvoir, nous ne rencontrons plus les palestiniennes comme du temps d'Arafat.

Les migrants

L'Europe a décidé d'accompagner la mondialisation capitaliste : nous le voyons dans les traités Européens, dans la place qu'elle prend au côté des USA dans les négociations de l'OMC et dans le partenariat euroméditerranéen. L'UE accentue donc les rapports inégalitaires Nord-Sud, en faisant du Nord, la concentration des pouvoirs financiers, culturels, militaires et industriels et le Sud, le réservoir de travailleurs et de matières premières.

La politique migratoire du partenariat euro méditerranéen a été très développée : les camps de rétentions en dehors de nos frontières, dans les pays frontaliers du sud de la Méditerranée pour la fermeture de l'UE aux migrants du Sud, fonctionnent efficacement et loin des yeux des Européens. Cela fait aussi le jeu des régimes autoritaires du Sud, satisfait de trouver de nouvelles légitimations et des aides financières. Et la mer Méditerranée est le cercueil de nombreux hommes et de femmes qui n'ont plus espoir d'avoir les moyens de vivre chez eux ni le droit de faire ce que les Européens ont fait pendant tant d'années, comme nous le rappelle Evo Morales : le droit de migrer.

III - Concurrence et coopération sont deux principes contradictoires.

L'Europe que nous voulons doit sortir des logiques libérales de concurrence pour combler le fossé entre les deux rives de la Méditerranée avec entre autres, l'annulation des dettes des pays pauvres, l'aide au développement et les coopérations décentralisées.

Le Pge propose un changement de politique pour aller vers la coopération avec 3 conditions et 3 propositions.

Trois conditions

- L'UE doit prendre ses distances avec les USA et ne pas favoriser Israël aux dépens des autres pays de la région.
- Reconnaître le passé colonial et sortir de la politique dominant-dominé
- L'Union pour la Méditerranée ne peut pas être ouverte comme prévue à la circulation des capitaux et du commerce si elle est fermée à la circulation des hommes et des femmes : la politique migratoire et la délivrance des visas doivent en tenir compte.

1^e proposition : Pour la paix, nous demandons la création d'une conférence permanente, sous la responsabilité de l'ONU, impliquant toutes les parties concernées par les conflits actuels de cette région du monde. Le rôle des USA, de l'UE et de la Russie serait celui de puissances garantes des accords et non celui d'ingérences entre les partis en conflit.

Elle se ferait sur la base du droit international et commencerait avec les pays qui seraient d'accord avec cette idée, pour se construire dans la durée.

Cette conférence permanente inclurait des acteurs non-étatiques. Nous proposons qu'il y ait une plate-forme spécifique de la société civile des différents pays impliqués.

Car la paix ne sera pas mise en oeuvre par les seuls Etats. La haine et la suspicion doivent être surmonté à l'intérieur de la société et entre les militants des diverses parties concernées dans les conflits.

Cette conférence internationale pour la paix devrait travailler sous le regard du public. Nous avons vu le 15 février 2003 les manifestations dans le monde entier contre la guerre en Irak et dernièrement l'opinion publique a été choquée par l'intervention israélienne à Gaza, après celle du Liban.

Bien que nous soyons nous-même assez faible, nous soutenons les partis politiques progressistes de cette région, eux aussi en difficulté, pris entre des régimes autoritaires et la montée des fondamentalismes religieux et qui militent pour la démocratie donc le dépassement du communautarisme et contre les inégalités sociales. Le groupe de travail du PGE sur le proche-Orient fait en sorte de maintenir les liens avec eux.

2^e proposition : Le Parti de la gauche européenne veut rompre avec les politiques libérales et ne plus laisser au marché le soin de régler les problèmes aigus d'inégalités, de développement et d'environnement. Nous voulons des interventions politiques fortes qui permettent une régulation démocratique des échanges pour que le développement économique se fasse dans la logique du développement durable respectueux du développement social.

Et dès maintenant, militer avec les sans papiers et les immigrés qui ont fuit l'exploitation dans leur pays d'origine et qui subissent aussi l'exploitation dans le pays d'accueil, militer avec eux est une grande occasion pour reprendre la lutte des classes au niveau international.

Les migrations humaines deviennent une donnée structurelle de nos sociétés, nos législations doivent évoluer vers l'égalité de droits européens et non-communautaires, sous peine de déstabiliser nos républiques.

Avec eux avançons dès maintenant vers des coopérations décentralisées pour le développement des capacités humaines comme l'éducation, la santé et le logement. Des coopérations qui permettent l'autosuffisance alimentaire et le commerce équitable.

3^e proposition : La diversité des sociétés européennes et méditerranéennes doit être prise comme une valeur positive et non comme un obstacle.

L'Europe pourrait retrouver l'élan de son imagination créative et le monde arabe, inventeur des mathématiques, de l'astronomie, de l'optique et de la médecine, pourrait retrouver son héritage scientifique et rationnel. Ceci permettrait de ramener le choc des civilisations aujourd'hui en acte, à un dialogue entre cultures différentes pour des projets différents de modernisation.

Alors les projets prévus dans l'Union pour la Méditerranée comme la dépollution de la mer commune, la gestion de l'eau, l'énergie solaire, l'université euroméditerranéenne, et pourquoi pas une chaîne de télévision commune qui ne serait ni une suite de séries américaines, ni une chaîne islamique arabe, tout cela seraient des occasions d'inventer et de faire ensemble avec les qualités de nos cultures différentes et complémentaires.

C'est notre vision d'obtenir la paix et la stabilité par un dialogue sincère et une coopération réelle, égalitaire et permanente entre les forces progressistes de la région.